

UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: info@udc-international.ch

Internet: <http://www.udc-international.ch>



Newsletter UDC International

Edition de septembre 2008

"Bon sang, Monsieur Schmid..."

Le 15 septembre 2008, c'est-à-dire le premier jour de cette session d'automne, le conseiller fédéral Samuel Schmid s'est écrié comme suit en pleine séance du Conseil des Etats: "Herrschaft noch einmal! -, dann muss man mir auch zugestehen, dass ich etwas verändern darf!" (Bon sang, il faut alors aussi m'accorder le droit de changer quelque chose!) Parfaitement d'accord avec vous, Monsieur le Conseiller fédéral. Il y a effectivement beaucoup à changer dans l'armée et dans le DDPS.

Car les conditions qui règnent actuellement dans l'armée et le DDPS doivent bien être qualifiées de chaotiques. Les militaires sont dans l'incertitude parce qu'ils n'ont pas de mandat clairement défini et parce que le matériel manque pour garantir une opérationnalité réelle. Et lorsqu'ils sont astreints à des services d'assistance comme pour EURO 08 ou le Forum économique mondial, leur travail consiste souvent à ramener des gens ivres ou à se faire invectiver par des adversaires de la globalisation sans pouvoir réagir d'aucune manière. Est-ce vraiment cela, le mandat de l'armée? Ou ce mandat consiste-t-il à envoyer des soldats suisses dans des régions en crise où ils mettent leur vie en péril en participant à des engagements violant la neutralité suisse?

Trop longtemps on a accepté les yeux fermés tout ce qui venait du département de la défense sans se demander si l'armée était sur la bonne voie et si elle était bien conduite. Cela doit cesser! Dans l'intérêt de la défense nationale, il est grand temps de faire une pause de réflexion. **Il faut enfin lancer un vrai débat de fond sur le mandat et l'objectif de l'armée.** On ne pourra définir les besoins en personnel et en logistique que lorsque ce mandat aura été clairement défini. **Puis on pourra ouvrir les crédits nécessaires.** Mais avant que ces conditions soient réunies, tout investissement dans cette armée chaotique ne serait que du gaspillage. Je suis donc très content de la décision du Conseil national qui, le 24 septembre 2008, a dit non par 104 voix contre 83 un programme d'armement qui ne répondait pas à une conception réfléchie. Car il faut commencer par corriger les dysfonctionnements qui affectent l'armée.

Conclusion: oui, il faut effectivement des changements dans l'armée suisse. Et j'ai d'ailleurs une proposition très concrète à vous faire, Monsieur le Conseiller fédéral: que pensez-vous d'un changement à la tête du DDPS?

Rolf B. Schudel, Johannesburg (SA)
Président UDC International

Rétrospective sur l'assemblée générale d'UDC International

L'assemblée générale d'UDC International 2008 a eu lieu le 22 août à Fribourg en marge du congrès des Suisses de l'étranger.

Dans l'idée d'un renforcement d'UDC International et d'une meilleure intégration des Suisses de l'étranger, l'assemblée générale a adopté une **modification des statuts** et élu un **nouveau comité à la composition plus internationale**. Les nouveaux statuts peuvent être consultés sur le site internet d'UDC International. Deux nouveaux réviseurs des comptes d'UDC International ont été nommés en les personnes du conseiller national **Ueli Maurer**, ancien président d'UDC Suisse, et de **Gregor Rutz**, ancien secrétaire général d'UDC Suisse.

Le nouveau comité a annoncé qu'il allait discuter, d'ici à l'assemblée générale de 2009, de la stratégie en vue des élections fédérales 2011 et proposer des mesures plus efficaces pour atteindre les électeurs et distribuer le matériel de vote. Une proposition de faire envoyer le matériel de vote par le courrier du DFAE sera également examinée dans le cadre de réflexion.

A côté de ces questions administratives, les participants ont également eu le temps de discuter politique. **Ainsi, l'assemblée générale a adopté ses consignes de vote en vue du scrutin populaire du 30 novembre 2008: c'est avant tout deux fois non aux projets concernant la drogue.** UDC International rejette aussi bien l'initiative populaire visant à lever l'interdiction du cannabis que la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants. Les deux projets sont marqués par une politique qui minimise les conséquences désastreuses de la consommation de drogues et qui gère la toxicomanie au lieu de la combattre. Bien que les effets destructeurs des drogues soient connus depuis des années, la Suisse résigne et s'arrange avec la situation existante. De plus en plus les Suisses de l'étranger doivent constater à quel point la politique du laisser-faire pratiquée par les autorités suisses nuit à la réputation de notre pays. La Suisse est connue dans le monde entier comme pays

exportateur de produits de cannabis et aussi comme pays où ces drogues sont négociées et consommées sans que les autorités n'interviennent avec la sévérité qui s'impose. Le fait que des milliers de toxicomanes soient alimentés en drogues par l'Etat et que ce dernier ne fait quasiment rien pour les écarter de leur dépendance est tout simplement impensable à l'étranger, y compris dans les pays européens.

Les prises de position concernant les autres objets des votations ont également été claires: **UDC International a décidé à l'unanimité de soutenir l'initiative pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantile et l'initiative limitant le droit de recours des organisations. En revanche, les Suisses de l'étranger UDC rejettent à l'unanimité l'initiative pour un âge de l'AVS flexible.**

Ces décisions ont fait l'objet d'un communiqué de presse publié le lundi après l'assemblée générale.

Miriam Dagai

Secrétaire de section UDC International

Le nouveau comité:

Rolf Schudel, Afrique du Sud, président

Peter Simon Kaul, Allemagne, vice-président

Miriam Dagai, CH, secrétariat général UDC Suisse, secrétaire et caissière (sans droit de vote)

Edgar Studer, Grande-Bretagne

Karl Bachmann, Croatie

Inge Schütz, CH/Suède

Hans Kaufmann, CH, conseiller national

Luzi Stamm, CH, conseiller national

André Reymond, CH, conseiller national

Silvia Bär, CH, secrétaire générale UDC Suisse a.i.

Consignes de vote d'UDC International en vue du scrutin fédéral du 30 novembre 2008

Initiative populaire "pour une politique raisonnable en matière de chanvre et une protection efficace de la jeunesse"

Cette initiative demande la dépénalisation de la consommation et de la détention de cannabis ainsi que de l'achat de cannabis pour ses propres besoins. De plus, la culture de cannabis pour ses propres besoins doit également être permise. Cette initiative impose à la Confédération d'édicter des prescriptions sur la culture et le commerce du cannabis et d'interdire la publicité pour le cannabis. Enfin, la Confédération doit prendre des mesures adéquates pour protéger la jeunesse.

Consigne d'UDC International: NON

Initiative populaire "pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantile"

Cette initiative exige que les actes sexuels ou de pornographie impliquant des enfants soient imprescriptibles. Le droit actuel prévoit en cas d'atteintes graves à l'intégrité sexuelle des enfants de moins de 16 ans un délai de prescription de 15 ans. Le délai de prescription dure cependant toujours jusqu'à ce que la victime ait 25 ans révolus.

Consigne d'UDC International: OUI

Initiative populaire "pour un âge de l'AVS flexible"

Cette initiative de l'Union syndicale suisse vise à permettre à une grande partie de la population exerçant une activité lucrative de percevoir une rente AVS complète entre 62 et 65 ans.

Consigne d'UDC International: NON

Initiative populaire "droit de recours des organisations: assez d'obstructionnisme – plus de croissance pour la Suisse"

Déposée le 11 mai 2006, cette initiative exige que le droit de recours des organisations soit exclu quand il s'agit de projets reposant sur des votations populaires ou des décisions de parlements.

Consigne d'UDC International: OUI

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes

Ce projet de révision partielle de la loi fédérale sur les stupéfiants a été débattu au Conseil national et au Conseil des Etats et, après l'élimination des divergences, adopté en vote final le 10 mars 2008.

Consigne d'UDC International: NON

Non à l'initiative populaire "pour un âge de l'AVS flexible"

L'Etat social hautement développé qu'est la Suède a adopté des innovations exemplaires. Compte-rendu d'un voyage en Suède.

Une délégation UDC forte de 35 personnes a rendu visite en septembre 2008 au département des affaires sociales de Stockholm pour se faire une idée objective de la prévoyance-vieillesse en Suède.

Contrairement à l'Union syndicale suisse et au Parti socialiste suisse, les responsables politiques suédois ont compris il y a vingt ans déjà que le système des caisses de pension de l'époque n'était plus supportable financièrement pour les générations à venir. Et ils ont tiré les conséquences qui s'imposent de ce constat.

Baisse de la natalité, vieillissement de la population, espérance de vie en constante augmentation et faible croissance économique combinée avec une prise en compte insuffisante des conditions du marché du travail, autant de raisons qui ont provoqué une réforme radicale du système suédois des rentes de vieillesse. Le gouvernement socialiste de l'époque avait chargé en 1991 une commission de développer un modèle de caisse de pension politiquement et financièrement durable. L'ancien système de la primauté des prestations, qui ne calculait les futures rentes que sur la base des quinze années où le salaire était le plus élevé, a été converti en un système moderne de primauté des cotisations avec un système de répartition semblable à celui de l'AVS suisse (système de primes "pay-as-you-go"). Les premières rentes conformes au nouveau système ont été versées en 2003 avec cependant certains délais de transition.

Comme la grêle après la vendange, l'Union syndicale suisse arrive avec sa proposition d'abaisser l'âge donnant droit à une rente alors que les salaires suisses sont en majorité très élevés en comparaison internationale et que le revenu maximal formant une rente AVS est de 119'340 francs (2007). Rappelons aussi que selon une étude de l'UBS le revenu moyen suisse était de 64 000 francs en 2005 alors que les Suédois gagnaient en moyenne 40% de moins. En revanche, le

coût moyen de la vie en Suède n'est que de 10% inférieur à celui de la Suisse.

Avec cette proposition déplacée et surannée, l'Union syndicale suisse menace le financement et même la survie à long terme de l'AVS, principal pilier de la sécurité sociale suisse. Or, on sait que ce sont les couches sociales les moins aisées qui ont le plus grand besoin des rentes AVS. Il paraît de ce fait complètement illogique de motiver les classes moyennes suisses à prendre une retraite anticipée, de charger ainsi fort inutilement l'AVS et de priver l'économie de collaborateurs précieux parce qu'expérimentés.

Même un Etat aussi socialisé que la Suède a compris depuis longtemps qu'une économie nationale ne peut dépenser que l'argent qu'elle gagne à long terme. Voilà pourquoi la Suède a mis en place un système qui encourage les actifs âgés à travailler plus longtemps en leur offrant des rentes massivement plus élevés.

Comme en Suisse, le rentier ou la rentière reçoit 100% de sa prévoyance-vieillesse à 65 ans. Mais cette rente augmente substantiellement avec chaque année travaillée de plus. Le département des affaires sociales de Stockholm présente le tableau suivant:

Age de la retraite	Part en pour-cent de la rente
61 ans	71 %
65 ans	100 %
67 ans	119 %
70 ans	158 %

Une personne qui veut arrêter de travailler à 65 ans reçoit pour le reste de sa vie une rente réduite de 30%. A l'inverse, une personne qui conserve son activité professionnelle jusqu'à 67 ans, recevra définitivement une rente égale à 119% du montant de base.

Ce système a quelques effets secondaires positifs pour le marché du travail: les employés plus âgés et plus expérimentés restent plus longtemps au service de l'économie, les départs massifs de la génération d'après-guerre (babyboomers) sont en partie compensés et le transfert des connaissances entre les générations peut être planifié plus efficacement. Enfin,

les actifs plus âgés sont solidaires avec les jeunes générations pour permettre à l'AVS de répondre à ses obligations financières futures sans hausse des impôts et des prélèvements sur les salaires.

Inge Schütz, Suisse/Suède
Membre du comité d'UDC International

Suisses de l'étranger: des compétences inexploitées?

Les Suisses de l'étranger disposent en général d'un solide réseau social et économique dans leur pays d'adoption. Ils pourraient fort utilement le mettre au service de leur patrie suisse, en même temps que leurs connaissances des conditions locales. La diplomatie suisse disposerait ainsi d'une plus grande "compétence sur place".

L'Europe grandit et néanmoins le monde est toujours plus petit. Il ne s'agit pas d'une contradiction, mais d'une réalité. De plus en plus de Suisses émigrent et de plus en plus de spécialistes professionnels étrangers viennent en Suisse (notamment d'Europe) pour y trouver du travail et une nouvelle patrie. Les frontières nationales européennes sont plus perméables, si elles ne sont pas carrément supprimées. Elles n'ont souvent plus qu'un caractère symbolique. Au niveau international, l'importance et l'influence de pays comme la Chine, l'Inde ou la Russie ne cessent de croître.

Nous vivons une période mouvementée mais, dans l'ensemble, plutôt positive parce que ce développement a lieu, à quelques rares exceptions près, sans conflits guerriers et aussi parce que la liberté de décider personnellement de son sort s'accroît d'une manière générale. La démocratie comme forme d'organisation de l'Etat est populaire et gagne du terrain dans le monde.

La suppression des frontières, la réunion volontaire de pays pour former des communautés plus grandes et la transformation de pays autrefois émergents en nations industrialisées modernes constituent, d'un point de vue global, un développement salutaire. Mais, comme toujours, la médaille a deux faces.

Adaptation permanente

La Suisse, dont l'indépendance et la démocratie directe méritent d'être sauvegardées, doit s'adapter constamment à ces changements et nouvelles situations. En politique extérieure notamment, les exigences auxquelles doit répondre la Suisse se sont fortement accrues ces dernières années. Des développements, qui prenaient autrefois des décennies, se déroulent aujourd'hui en quelques années, voire en quelques mois. Globalisation oblige, la politique et l'économie s'enchevêtrent de plus en plus, tout comme l'économie et l'écologie.

Celles et ceux qui croyaient que des frontières ouvertes, par exemple au sein de l'UE, permettraient à la Suisse de réduire sa présence internationale ont été rapidement démentis. Pour protéger et sauvegarder son indépendance, la Suisse devra même s'engager toujours plus sur la scène internationale.

Il existe autour de la Suisse de nombreuses démocraties indirectes qui ne connaissent pas ou plus la démocratie directe à la mode helvétique. C'est dire qu'il faut sans cesse réexpliquer notre système au niveau de la politique internationale. Ceci surtout parce que la Suisse entretient des liens économiques étroits avec nombre de ces pays.

Il est donc de plus en plus important pour la Suisse d'être non seulement perçue et écoutée à l'étranger, mais aussi d'être correctement comprise.

Les Suisses de l'étranger comme soutiens diplomatiques

Pour mener cette action la Suisse a plus que jamais besoin d'un dense et performant réseau de représentations diplomatiques. Contrairement à ce qui se fait actuellement, ce réseau ne doit pas être réduit dans l'espace européen, mais au contraire maintenu, voire étendu.

Parallèlement, il faut tenter d'intégrer plus fortement dans cet effort les Suisses de l'étranger qui habitent et travaillent dans le monde entier. Cela permettrait d'exploiter systématiquement leur "compétence sur place" au service des représentations diplomatiques locales. Les structures mondiales actuelles de l'organisation des Suis-

ses de l'étranger pourraient servir de base et jouer un rôle très important. Pour nous autres Suisses de l'étranger, cela signifie que nous devons mettre nos compétences acquises à l'étranger à disposition de la Suisse sur le lieu même de notre activité.

Quel rôle les Suisses de l'étranger peuvent-ils jouer à l'avenir pour la Suisse? Quelles fonctions peuvent-ils assumer? Quelles compétences peuvent-ils mettre à disposition de la Suisse? Les réponses à ces questions dépendent avant tout de nous-mêmes. Nous aurons dans tous les cas la possibilité, grâce à nos connaissances et notre savoir-faire, de soutenir utilement notre pays dans ses relations avec des Etats tiers. Il va de soi que ce (bon) service devrait être rendu à titre honorifique. Un service qui, sous cette forme, ne peut être rendu que par nous autres Suisses de l'étranger.

Car, en règle générale, nous n'entretenons pas seulement des liens étroits avec notre pays d'origine, la Suisse, mais nous connaissons aussi d'expérience notre pays-hôte, ses caractéristiques et ses conditions particulières dont il s'agit de tenir compte – aussi au niveau de la diplomatie suisse.

Conclusion: le Suisse ferait bien de mieux exploiter la compétence "latente" des Suisses de l'étranger.

Peter Simon Kaul, Dresden, D
Vice-président UDC International

Impressions du congrès des Suisses de l'étranger

Fribourg est devenue une ville internationale de congrès et nous a magnifiquement bien reçus. Un grand merci!

On ne peut pas dire autant du symposium de l'Organisation des Suisses de l'étranger. Dans le but de récolter des voix en faveur de l'extension de la libre circulation des personnes, un projet présenté sous un titre trompeur, les participants venus des quatre coins du monde ont été grossièrement abusés. "**La Suisse sans frontière**" était la devise de cette année, mais les fonctionnaires, pour une bonne part à la retraite, qui représentent cette organisation semblent avoir du mal à suivre cette

idée. Et ils sont manifestement incapables de penser à autre chose qu'à l'Europe. Une cure de rajeunissement s'impose. Il serait grand temps de recourir à des gens qui savent de quoi ils parlent. Qui savent comment s'y prendre pour vendre quelques kilos de vis à l'étranger, pour prendre une image. Les questions fondées posées par les participants venus de loin ont été tout simplement écartées, de manière peu diplomatique il faut le dire. N'avons-nous pas besoin d'une organisation qui s'occupe sérieusement des vrais problèmes?

Résultat: que du temps perdu. Les caisses-maladies, les formulaires bureaucratiques et les accords bilatéraux mal finis ne semblent guère intéresser les responsables actuels. En êtes-vous conscient? Si la Suisse devait effectivement être punie par l'UE, les Airbus cesseraient de voler et l'industrie automobile européenne aurait des problèmes de livraison...

Adolf Kurt Leemann, Chonburi, Thai.

Actuaire UDC International Thaïlande
<http://svp-international-thailand.de.tl>

Ma patrie dans les griffes de la gauche

Comme Suisse de l'étranger on se réjouit toujours de revenir dans son pays. Et, habitant relativement près de ma patrie, c'est-à-dire en Croatie, je séjourne assez souvent en Suisse. Mais à chaque retour au pays, je me sens moins chez moi. Quand j'arrive en train à Zurich le matin et que je prends le tram pour rejoindre la maison de mes parents, j'ai l'impression de me retrouver dans le bureau d'une entreprise allemande. Mes voisins passent bruyamment des commandes dans leur mobile et discutent comme si personne ne les écoutait à l'autre bout du fil (sans fil). Quand je me rends ensuite dans une grande surface, je crois me retrouver en Europe orientale ou en Afrique. Comme Suisse de l'étranger je n'ai certainement pas d'attitude xénophobe et encore moins raciste, mais je pratique un patriotisme naturel qui devrait être le fait de chaque Confédéré.

Dans l'unique but de conforter son pouvoir, notre gouvernement rouge-vert a donc réussi à ouvrir la libre circulation des

personnes également aux Bulgares et aux Roumains. Mais quand on jette un regard derrière les coulisses dans ces pays, on a surtout envie de présenter ses sincères condoléances à la Suisse. Comme la Croatie où je réside, ces pays ont deux systèmes gouvernementaux, un propre et net vers l'extérieur avec des finances arrangées et des statistiques truquées, un autre vers l'intérieur fonctionnant par la corruption et l'arbitraire. Je sais de quoi je parle et j'ai déjà eu passablement d'ennuis parce que je conserve ma mentalité suisse même en Croatie. La plupart des gens dans ces pays en font certainement autant. Ce n'est finalement qu'un comportement humain. Mais cela ne doit pas inciter la Suisse à ouvrir toutes grandes ses portes aux habitants de ces pays, comme le souhaite la gauche. Car la Croatie, la Serbie, le Kosovo, la Macédoine et la Bosnie seront les prochains adhérents à l'Union européenne et bénéficieront donc eux aussi de la libre circulation des personnes. Nous devons alors, si le gouvernement de gauche actuel est toujours au pouvoir, imposer une TVA à 20% pour couvrir les coûts des assurances sociales en général et de l'AI en particulier.

Seule l'UDC peut mettre fin à cette politique désastreuse pour la Suisse. Il faut absolument que les citoyens suisses refusent le 8 février prochain l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur du refinancement de l'AI!

Karl Bachmann, Croatie
Membre du comité d'UDC International

Souvenons-nous...

La Suisse est à l'orée de grandes décisions concernant son avenir.

Nous connaissons l'envie de la gauche et de ses amis de faire entrer la Suisse dans l'Union européenne, mais quand nous voyons l'état de l'Europe en ce moment et les divisions concernant des sujets comme la politique économique, agricole et surtout étrangère - dernier exemple, la situation entre la Géorgie et la Russie où l'Angleterre et les pays de l'ex-bloc soviétique ne sont pas d'accord avec le reste des pays comme l'Allemagne, France, l'Italie et d'autres. Alors je ne veux pas encore plus

de confusion en entrant dans ce "machin" comme le disait un grand homme d'Etat français à l'époque de l'OTAN.

L'Europe devait être un grand rêve et elle est devenue un cauchemar! Alors je ne vois pas le destin de la Suisse dans ce mauvais rêve.

Nous aurons encore le choix, car il reste encore des pouvoirs au peuple "pour le moment", même si nos respectueux adversaires envisagent aussi de réduire le peuple au silence. Alors non et non et encore non, l'Union européenne est loin de l'idéal suisse, nous sommes le premier pays à avoir connu la démocratie avec les institutions votées en 1848 qui faisaient naître la Suisse moderne et pour l'époque c'était une révolution.

Depuis ce jour les cantons se gouvernent eux-mêmes sous le contrôle des assemblées parlementaires et du peuple, alors nul besoin d'un nouvel organe qui déciderait pour nous du bienfait de nos lois votées par les parlements et entérinées par le peuple.

Voilà mon opinion sur l'Europe et je peux vous assurer qu'une majorité de citoyens pensent la même chose dans le pays où je vis et pourtant il est un des pays fondateurs de l'UE. Surtout n'oublions pas que la Suisse est un pays neutre et indépendant et je souhaite que cela reste en l'état et que de "mon vivant et de celui de mes successeurs" nous ne voyons jamais tomber sur les champs de bataille de l'Europe et de l'OTAN pour faire plaisir à l'Europe et aux Etats-Unis nos soldats qui ont pour l'heure bien d'autres soucis !

Pierre Vogel, Rosny/Seine, F
Membre d'UDC International

Courrier des lecteurs

La politique extérieure de Madame Calmy-Rey

Lettre d'un lecteur concernant l'émission "ARENA" de la télévision alémanique du 12.09.08

Les spectateurs de l'émission ARENA ont appris ce soir-là comment il faut s'y

prendre pour éluder – même de manière grossière – des questions embarrassantes et comment on détourne l'attention des vrais problèmes.

Les représentants du PDC et de l'UDC qui n'étaient pas d'accord avec la politique extérieure de Micheline Calmy-Rey étaient confrontés à un camp beaucoup plus important de défenseurs acharnés de la ministre, de fonctionnaires du DFAE, de socialistes et de Verts. En fait, leur partie était perdue d'avance. Madame Calmy-Rey a reçu le soutien de son secrétaire d'Etat M. Ambühl, de Paul Seger, chef de la direction du droit international public auprès du DFAE, du Vert Geri Müller, président de la Commission de politique extérieure du Conseil national, de Saida Keller-Messahli, présidente du Forum de l'islam progressiste, de Peter Rothenbühler, rédacteur en chef du "Matin" (anciennement Ringier), de Felix Müller, rédacteur en chef de la "NZZ am Sonntag" ainsi que du conseiller national socialiste Mario Fehr. Les discours enjolivant la situation et le concert des louanges en faveur de Micheline Calmy-Rey ont même commencé à gêner l'animateur de l'émission, Reto Brennwald. On a évoqué la visite de Madame Calmy-Rey auprès du président iranien qui a affirmé publiquement son intention de gommer Israël de la carte du monde. Geri Müller a osé prétendre que jamais le chef d'Etat iranien n'a dit cela. Paul Seger a clamé qu'il n'était pas question de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat et que la Suisse avait le droit d'appeler d'autres pays au respect des normes du droit international public. En l'occurrence Israël. Or, Madame Calmy-Rey a critiqué unilatéralement Etat juif et cela n'est certainement pas la tâche d'un pays neutre. Pour qui se prend donc cette conseillère fédérale? Puis elle a fait une déclaration monstrueuse: "Je suis content que la Suisse ait perdu son match de football contre Israël. Dans le cas contraire, cela aurait été une fois de plus ma faute." Curieuse réflexion! **Mais que se passe-t-il donc en Suisse?** Notre équipe nationale ne porte plus la croix suisse sur ses maillots. Interrogé à ce propos, l'organisateur de l'Euro 08 m'a répondu que la croix suisse était toujours là, mais un peu cachée. Hakan Yakin a honte du but qu'il a marqué contre ses anciens compatriotes et rate la chance

suyvante. Le comportement de l'équipe nationale suisse lors des rencontres avec Israël et le Luxembourg illustre bien la situation du paysage politique suisse: un troupeau de poules dans lequel plus personne ne sait ce qu'il doit faire. Il serait grand temps de retrouver l'esprit d'équipe. Les intérêts personnels doivent passer à l'arrière-plan. Voilà la seule manière de renouer avec le succès. Nous devons nous battre pour les forces de la Suisse, la liberté, l'indépendance et la neutralité. Je souhaite que nos élus politiques et notre équipe nationale de football réapprennent la solidarité et vivent effectivement la devise "un pour tous, tous pour un".

Edgar Studer, Finchampstead, GB
Membre du comité d'UDC International

VARIA

Jugez notre nouveau site internet!

UDC International a un nouveau site internet depuis un peu plus d'un mois. Cette présence sur le web s'enrichira au fil des mois de nouveaux éléments graphiques et de nouveaux contenus. Le but de cette innovation est notamment de renforcer les liens entre les membres d'UDC International et d'offrir une information plus complète aux membres et à ceux qui peuvent le devenir. Nous attendons avec intérêt vos remarques et suggestions.

L'adresse de notre site internet est toujours la même: www.udc-international.ch

Inscriptions pour les actualités UDC

Dans le but d'améliorer la communication interne et externe, l'UDC a constitué une banque de données de mailing pour la diffusion de son actualité.

En vous inscrivant dans la liste des adresses courriel de l'Union démocratique du centre, vous recevez tous les communiqués de presse, le service de presse chaque lundi ainsi que d'autres informations intéressantes l'UDC. Gratuitement et par la voie électronique.

Vous pouvez vous inscrire sur www.udc.ch à la rubrique Newsletter gratuite. Lien direct:

http://www.svp.ch/index.html?page_id=10&change_lid=3

Rectification d'une erreur propagée par les médias

Plusieurs médias ont affirmé à tort que la conseillère nationale Jasmin Hutter demandait la suppression pure et simple du droit à la double nationalité. Jacques-Simon Eggly, président de l'OSE, n'a pas raté l'occasion pour affirmer que la motion de Madame Hutter se dirigeait contre les Suisses de l'étranger. Il n'a manifestement pas pris la peine d'en lire le texte. L'intervention parlementaire de Jasmin Hutter est en effet libellée comme suit:

"Le Conseil fédéral est chargé de présenter au Parlement un projet visant à limiter à l'avenir la double nationalité sur la base de naturalisations."

Il est évident que cette motion ne vise que les étrangers qui veulent à l'avenir obtenir la nationalité suisse. La proposition n'a pas d'effet rétroactif et ne concerne pas les doubles nationalités basées sur la nationalité étrangère d'un parent ou sur une naturalisation à l'étranger.

Une fois de plus les médias tentent sciemment de diffuser des fausses informations pour nuire à l'UDC.

Rappels

Assemblées des délégués de l'UDC

Les dernières assemblées des délégués de l'UDC Suisse de l'année 2008 ont lieu comme suit:

- **le 4 octobre 2008 à Lenzburg**
- **le 29 novembre 2008 à Soleure**

Il reste encore quelques cartes de délégués pour UDC International. Si vous êtes intéressé à participer, vous pouvez vous annoncer chez nous.